

Deuxième Partie



Séance publique annuelle
du 15 Juillet 1918

FÊTE

EN L'HONNEUR

DE

Roland Garros

L'Académie de la Réunion voulant célébrer avec éclat la rentrée en France après une longue captivité d'un des plus glorieux soldats de la Colonie décida que sa séance annuelle publique du 15 juillet 1918 serait une fête patriotique en l'honneur de

ROLAND GARROS

Aviateur militaire, chevalier de la légion d'honneur et membre correspondant de l'Académie de la Réunion.

Cette fête organisée à l'Hôtel-de-Ville de Saint-Denis avec le concours de la municipalité et des artistes de la capitale et présidée par M. Le Gouverneur Duprat, avait réuni dans le grand salon artistement décoré de fleurs et de drapeaux un public nombreux et choisi.

Messieurs les Inspecteurs des Colonies Cherizié et Fouque, en tournée à la Réunion, et toutes les autorités civiles et militaires du pays avaient contribué par leur présence à rehausser l'éclat de cette fête. Des délégations d'élèves de toutes les écoles publiques et privées de Saint-Denis et de nombreuses personnes tant de la ville que des quartiers assistaient à cette séance. En dehors des invitations officielles faites par l'Académie, 800 cartes d'entrée furent délivrées au public,

La fête commença à 14 h. 1/2 précises aux accents de la Marseillaise et des hymnes des alliés exécutés par l'harmonie municipale.

Les divers numéros du programme suivant furent chaleureusement applaudis.

Allocution de M. Jules Hermann, Président de l'Académie de la Réunion.

L'Hymne de Victor Hugo, musique d'Henri Büsser chanté par Mlle Denise Chardon.

L'occaltina, fantaisie aéroïenne pour piano par Mlle Fanélie Dupont. Lack.

L'Aviateur Roland Garros, par M. Mézière Guignard vice-président de l'Académie de la Réunion.

Melodie, violon et piano par Mesdames Pelte et Héliard. Les pêcheurs de perles Cavatino de Leila chantée par Mme Julien Decler. Biret.

Trois Muses créoles : Camille, Eucharis, Eléonore, par M. Hippolyte Fouque, agrégé des lettres, membre de l'Académie de la Réunion.

Chansonnette créole, par Mlle Christiane Auber et M. Georges Fourcade, avec accompagnement de guitare.

Trois pièces du XVII^e siècle : Pastorale, Capriccio, Tambourin de Rameau, piano par Mme Héliard.

Le Retour. Poésie dite par Mlle Denise Chardon. Lucien Boyer.

Une quête au profit de la Ligue Aérienne Française et du Foyer Réunionnais fut faite au cours de la séance par

Mlles Marguerite Gautier conduite par M. Albert Planchet

Simone Blay par M. Raymond de Villele

Christiane Auber par M. Jean Buroleau

Charlotte Merlo par M. Adrien Blay fils.

La séance fut levée à 18 heures.

Le Secrétaire de l'Académie de la Réunion

A. MERLO.

L'après-guerre

POUR NOTRE COLONIE DE LA REUNION

PAR

JULES HERMANN

MONSIEUR LE GOUVERNEUR,

MES CHERS COMPATRIOTES,

En me voyant sur cette estrade, devant la belle et brillante société accourue pour assister à la première fête de notre Académie, je me sens tout confus, et ne sais comment vous exprimer la joie et le sentiment de satisfaction que votre présence nous procure.

Cette fête, que nous avions à cœur de vous donner, vous était due depuis quatre ans. Vous auriez pu, comme on l'a fait déjà, nous reprocher notre inaction. Ai-je besoin de vous rappeler les circonstances pénibles de nos débuts ?

Le Gouverneur Garbit, aujourd'hui le Colonel, avait eu la bonne pensée de rétablir parmi nous, un temple à la Science, aux Arts, à la Poésie, à la Littérature, toutes choses qui sont à l'honneur d'un groupement humain, mais qui hélas ! ne fleurissent et ne brillent que sous l'égide de la Paix. Il confiait, à notre attention, les institutions qui touchent à

L'Instruction publique, et, nous-mêmes, pour nous conformer à ses vues, nous lui demandions de consacrer, par son arrêté du 25 août 1913, — remarquez la date, — l'organisation d'un concours floral, dont le résultat devait être proclamé, publiquement, chaque année.

Le premier concours fut brillant, et quand l'échéance de sa proclamation arrivait, nous tombions dans ce mois fatal d'août 1914, où l'appel aux armes retentissait parmi nous. L'Allemagne, préparée, entraînée pour la guerre, violait le territoire sacré de la Belgique, et se ruait sur le nôtre. Les jeunes portaient, les anciens restaient, s'efforçant, dans le devoir social, de suppléer aux jeunes, sauf à négliger leur propre tâche. Songer, à ce moment, à l'organisation d'une fête, eût été une pensée de lèse-patrie ! Et depuis, dans le marasme et l'accablement où nous laissons le communiqué quotidien, nous étions tout entiers à la guerre, et aux conséquences épouvantables qu'elle portait avec elle.

Votre Académie, a-t-elle été seule à subir la paralysie dont les facultés de tous étaient frappées ? Voyez nos chambres et nos Conseils électifs, nos Syndicats et nos Comités, notre grand Congrès, les Administrations mêmes, le Port et le Chemin de Fer surtout. On semble partout aspirer à une résurrection. Voyez encore la Presse, si sévère quelquefois ? Chez elle, plus de questions politiques ou économiques, elle donne le communiqué, le commentaire et parle de la vie chère. Vous même, Monsieur le Gouverneur, vous n'avez eu qu'une préoccupation, préserver l'île du manque de vivres ! Et sans les appels répétés, que seul vous pouviez faire avec fruit, à l'Etat, nous aurions eu l'horrible famine, qu'en d'autres temps, la Colonie a connue. N'avons-nous pas d'autres disettes ? celle du pétrole, du charbon !

Ah ! Mesdames et Messieurs, ne nous plaignons pas trop, ne nous accusons pas les uns les autres, nous aurions pu être bien malheureux ! Privés de nos anciens bâtiments de commerce, rivaux aux mouvements, devenus rares, des Messageries, alors que Madagascar arrêtaient, sans raison, ses expéditions de riz sur Bourbon, qu'aurions-nous pu devenir, surtout si l'ennemi avait circulé jusque dans nos parages ?

Ceux qui, comme moi, sont d'un âge avancé, peuvent se rappeler les récits, qu'à la veille, les anciens de leur temps, leurs vieilles parentes, faisaient des guerres du premier Empire — Malgré la flotte et les navires, dont la Colonie jouissait alors, l'abandon de la Métropole était complet, notre isolement bien grand. Nous n'avions ni le télégraphe, ni la voie

de Suez — Le voyage, par le Cap, prenait trois mois, et avec les détours nécessaires pour éviter la prise, il fallait toujours prévoir le double et le triple. L'île restait, des années, sans nouvelles de sa métropole, alors que les institutions s'obligeaient à ne commercer qu'avec elle. La guerre d'un autre côté, n'était pas, comme aujourd'hui, circonscrite à l'Europe et à ses côtes ; elle était à nos portes. L'Angleterre, qui ne pouvait pardonner aux îles de France et de Bourbon leur patriotisme ardent, avait juré leur prise. Chaque voile, qui paraissait à l'horizon et qu'annonçaient les signaux du tour de l'île, causait une émotion extrême. Était-ce l'ami, était-ce l'ennemi. Dans les familles, la femme et les jeunes filles, assistées de fidèles esclaves, étaient seules à prévoir à tout : aux vivres, à la fabrique de toutes choses : habillements, conserves, graisse, huile, cire, chandelle, etc. On filait, on tricottait ! Les hommes n'étaient plus au foyer ; ils payaient tous de leur personne, les jeunes sur mer, les plus âgés à la garde intérieure et côtière de l'île. Par suite de la rareté des relations avec la France, les réserves du commerce s'épuisaient bien vite. Georges Azéma, dans son histoire de Bourbon, est seul à nous donner des détails sur la disette de l'époque, alors que l'or et l'argent avaient une toute autre valeur que maintenant. La barrique de vin valait 1000 francs, la rame de papier 200 ; la balle de riz 120 ; le maïs, de 3 francs, était monté à 35. Ceux qui ne pouvaient s'astreindre au chapeau du Gol, payait celui du dehors, 150 francs....

Les coups de vent de 1806 et 1807 vinrent mettre le comble à la situation ; la disette apparut, et les malheureux n'arrivèrent plus à se nourrir. Dans chaque quartier, une escouade de police, dite des *meurt-de-faim*, n'était occupée qu'à reconnaître ceux qui tombaient au bord des chemins et dans les champs.

Si nos historiens, qui datent du milieu du siècle dernier, ne nous ont pas décrit les souffrances et les misères de cette effroyable époque, c'est qu'on oublie vite dans notre pays ; c'est, que quelques années de paix, avaient suffi pour le transformer ; et ici, je vous demanderai de vous faire encore un peu d'histoire. J'en ai besoin, pour le sujet, que j'ai à vous traiter.

Sous l'empire des idées prêchées alors par les économistes, par les penseurs de l'après-guerre, grâce, aussi, à de glorieux souvenirs laissés par nos îles dans les fastes de la marine,

— la France jeta son regard de pitié, sur celle que le sort de la guerre, et peut-être sa profonde misère, lui avaient fait laisser en partage — Sous la Restauration et le Gouvernement de juillet, l'œuvre législative et l'amélioration des conditions commerciales étaient déjà importantes, quand en 1848, et sous le second empire, la liberté fut, chez nous, appliquée sous toutes formes, et, comme en Amérique, elle avait accompli son prodige.

L'émancipation des esclaves, en 1848, ne nous avait fait aucun mal, puisqu'en même temps, on trouvait tout naturel, et parfaitement licite, de nous permettre l'introduction des travailleurs étrangers, ce dont la métropole comprit la rationalité pour elle dans ses moments de besoin, et ce qui nous a été retiré ensuite — Les Sénatus-Consultes de 1854 et 1866 consacraient, enfin, l'émancipation des colons français, et leur donnaient le précieux droit de faire l'impôt suivant leurs intérêts — Ces deux admirables monuments de la législation française, que le gouvernement actuel a encore sacrifiés à un intérêt métropolitain, nous avaient bien été octroyés par Napoléon III ; mais ils contenaient en somme, tout le régime d'après-guerre, qu'avaient rêvé les généreux penseurs des gouvernements précédents, et dont l'application avait causé la transformation économique produite à Bourbon.

J'ai eu le bonheur, enfant, — après un voyage où j'avais vu, d'anciens ports d'attache de notre commerce, tels que Bordeaux, Nantes, Le Havre, — de venir finir mes études au Lycée de Saint-Denis. Que votre ville Mesdames, me semblait encore remarquablement belle ! Et comme votre colonie méritait bien, aussi d'être appelée la Perle de la mer des Indes ! Quelle vie, quelle animation sur votre plage et à la Place Labourdonnais ! Quel luxe et quelle manifestation de sentiments élevés dans l'île entière, surtout, en cette époque, où notre compatriote Hubert Delisle passait à la direction de nos affaires ! Quand, sous mon uniforme de lycéen, je descendais la rue de Paris, je pouvais voir des soixante navires s'aligner sur la rade du chef lieu, comme on aurait pu en compter des vingtaines à Saint-Paul et à Saint-Pierre. De la rue de la Compagnie à la mer, s'alignaient, nos grands magasins, ceux des spécialités pour la marine, les dépôts, les cabinets d'armateurs et de courtiers. Les hôtels regorgeaient d'étrangers et de capitaines de navires ; le plus beau, l'hôtel Joinville s'adossait au Gouvernement ! Sur la plage, nos vastes casernes d'infanterie et d'artillerie, les hôtels des commandants d'armes, nos batteries avec les canons qui

tonnaient soir et matin ; les établissements de marine aux abords desquels on circulait à peine avec l'affluence des charrettes et des voitures venues des quartiers, tout cela n'est plus, aujourd'hui, ou a été détruit par la main de l'homme ! Notre bassin du barachois, qu'on combla sous l'accusation de pulluler les moustiques, regorgeaient de caboteurs. Ces bateaux, et les voiliers qui dépendaient de notre place, ne s'arrêtaient pas au commerce de l'île et de la France, ils nous mettaient en relations avec Maurice, Madagascar, la Côte d'Afrique, Seychelles, Mascate, l'Inde et l'Extrême-Orient, portant partout, dans l'Océan Indien le génie de la France, et la faisant aimer.

Et au déclin du jour, quand le brouhaha du travail cessait pour le commerce, quel aspect enchanteur avait encore votre cité ! Quel étalage de confort et de bien-être, avec les superbes équipages, promenant, dans nos rues, la riche société dyonisienne, pendant que les familles, restant au logis, accouraient régulièrement à leurs terrasses pour recevoir et donner le salut cordial. Comme on était heureux de vivre à cette époque ! La moitié de la population de l'île, celle qui résidait sur le littoral et dans les quartiers, riches ou prolétaires, patrons ou ouvriers, bénéficiait du commerce et du mouvement maritime. La fortune, pour les jeunes, semblait résider, uniquement, non dans l'exploitation du sol, mais dans celle de la mer... la mer qui nous faisait sortir de notre pays, et vivre de la vie du monde. Aussi ai-je déploré souvent pour nous, en raison de l'extinction de notre main-d'œuvre, la disparition de cette démocratie de la mer qui s'appelaient charpentiers de marine, voiliers, cahuteurs, charroyeurs, forgerons, pilotes, hommes de bord, pêcheurs, etc, tous émigrés aujourd'hui à la recherche du travail. Mais que dire aussi des organisateurs du mouvement producteur, des grands négociants et armateurs, des capitaines, des hardis marins qui semblaient nous grandir nous-mêmes. De combien de bienfaits nous leur étions redevables ! L'un d'eux Gauthier de Rontaunay, laisse un souvenir impérissable parmi nous.

Et aujourd'hui, jetons un coup d'œil autour de nous, nous ne sommes plus rien dans la gestion de nos affaires ; notre belle ville de Saint-Denis se convertit en nécropole, les superbes édifices élevés à grands frais dans la période de paix et de travail pour le bien-être de nos marins et de nos soldats, ne servent plus à rien s'ils n'ont pas été détruits ; la mer qui faisait notre richesse, nous a été volontairement

fermée par l'Etat. Bottes infortunées, nous sommes condamnés à ne faire vivre que deux institutions privilégiées : Port et Chemin de Fer, Messageries Maritimes.

Rassurons-nous pourtant : tout peut changer à nouveau, l'histoire n'est-elle pas un perpétuel recommencement ?

Je vois, dans les rares journaux, qui nous parviennent, un puissant réveil de la question coloniale. Le sort de la guerre n'est plus un mystère pour personne, et la victoire est proche ! Déjà, pronostic certain et irrécusable, c'est l'après-guerre qui nous préoccupe uniquement ! Comme à la fin de la grande époque napoléonienne, l'économie politique entre en scène, et nous verse ses trésors d'enseignements pour l'avenir.

Ce que j'ai retenu de mieux de mes lectures sur l'après-guerre, ce sont les travaux de la grande conférence coloniale, ouverte en juillet 1917, et que nous devons à M. Maginot, ministre alors. Il eut la courageuse idée, à un moment où la politique se taisait à la satisfaction de tous, de faire un appel à ceux qui comptent en France comme industriels, manufacturiers, agriculteurs, commerçants, tous se tenant la plupart du temps, en dehors de la politique, et de leur demander, ce que doit être, à leur avis, l'œuvre de la reconstitution des milliards perdus. Ce d'exposés remarquables, devenus le point de départ de merveilleux commentaires dans la presse ! Que d'erreurs reconnues bien honorablement, quand elles sont confessées, par le pouvoir lui-même. Que d'enseignements, pour nous !

• •

En voulez-vous quelques-uns ?

La France a eu tort d'affecter son épargne aux emprunts sollicités par l'étranger et qui le plus souvent ont tourné contre elle. Avec son immense empire colonial, son devoir était d'affecter ses capitaux au développement de ses propres possessions ; et dans son discours d'entrée, M. Maginot prononce un mot qui sera souvent rappelé au Gouvernement

central « Pour tirer de votre admirable empire colonial le parti que nous devrions normalement en tirer, il nous reste à faire dix fois, vingt fois plus que nous avons fait jusqu'à présent. » Nous voilà donc à la recherche des moyens d'intensifier la production coloniale sous toutes formes !

La France a eu tort encore de laisser choir sa marine marchande en donnant toute sa protection aux grands vapeurs. Nous étions la seconde puissance maritime, nous tombons aujourd'hui au huitième rang. Nous n'avons plus de marins, nous n'avons de navires que pour répondre au vingtième de notre mouvement commercial ; la différence est à créer dans le plus bref délai ; non seulement en rétablissant nos chantiers de construction, mais en les multipliant. Les navires à construire doivent être de 1000 tonneaux, à voile et à moteur en même temps. Et dans cet ordre d'idées, le Sénateur Béranger dit des choses bien instructives ; le charbon de terre doit être écarté, et n'être employé comme combustible que sur place. Le grand moteur à pétrole, type Diesel, est appelé à faire disparaître la machine à vapeur. L'essence de pétrole pèse 34 fois moins, prend moins de place et de personnel, a un rendement thermique de 4 fois plus, n'a pas de fumée, est de facile ravitaillement. Les droits de douane, sur le pétrole, sont de 119 fois plus élevés que pour le charbon, il y a lieu de les réduire. De cet ensemble de renseignements naît l'axiome nouveau : *les colonies, comme la métropole, doivent avoir chacune une marine marchande qui réponde aux besoins de son propre mouvement commercial.*

La France a encore eu tort : en favorisant, uniquement, ses grands ports, de contrarier le mouvement des petits ports et des rades, au point d'annihiler complètement ces derniers, comme le fait s'est produit à Bourbon. Tous les tarifs de faveur, qu'on a appelés à Bourbon tarifs de combat, faits pour détourner l'exportation naturelle d'un produit par la mer, doivent être rapportés.

La France a eu tort de favoriser encore la traction intérieure des produits, par les voies ferrées, en permettant l'abaissement illicite des tarifs en vue de supplanter le mouvement naturel des ports. Et à ce sujet, le commandant Cloarec, dans la *Ligue Maritime*, dit des choses à retenir : « Une différence de 0,05 c par tonne sur un produit, suffit à en empêcher l'exploitation. A raison de 0,05 c la tonne kilométrique, prix normal des Chemins de Fer, un trajet inutile de

10 k suffit donc à interdire la mise en valeur d'une source de richesses ». Ne croyez pas que Saint-Denis ait été seul à en souffrir ; comptez la colonie entière.

Ce n'est pas tout.

L'enquête de M. Maginot, dans son déchirant appel fait à nos colonies, révèle d'autres réalités, que notre Gouvernement désormais, dans son œuvre de reconstitution, aura sans cesse présentés à l'esprit.

La France est un pays déficitaire en fer, en charbon, en pétrole, en denrées, en papier, etc, ce qui est cause de son infériorité industrielle. Là, où les colonies peuvent lui venir en aide, le devoir est d'agir et de provoquer le secours financier.

Quand l'Angleterre produit 15 millions de tonnes de fer, les Etats-Unis 12 millions, l'Allemagne autant, la France avec l'Algérie n'en est qu'à trois millions ! Quand les constructeurs anglais ont leur tôle à 29 fr. les 100 k, les Américains à 38 fr., ceux de France la paient 85 francs ! La France a donc pour devoir d'extraire de ses colonies tout le fer qu'elles peuvent produire fructueusement, et d'exploiter leur houille blanche, partout, où elle remplace avantageusement charbon ou pétrole.

Et maintenant, Monsieur le Gouverneur et chers compatriotes, maintenant que nous savons par les travaux de la patriotique conférence, ce que pourrait bien être l'effort prochain dans l'assistance aux Colonies, n'est-il pas juste, et de notre devoir, de tenter d'apporter aux penseurs de la métropole une utile contribution d'idées ?

Les éléments de richesse d'un pays, comme vous le savez, résident principalement dans le sol, la mer, le sous-sol, la montagne. Et ici, nous n'en exploitons qu'un.

C'est le sol. Nous l'avons incontestablement bon. Excellent à toutes les altitudes, il s'adapte, suivant ces altitudes aux différentes cultures et exploitations dont nous savons tirer parti. Hors ce qui pourrait nous être enseigné comme cultures nouvelles, nos connaissances sont suffisantes, pour les exploitations propres à nos climats. Nous avons l'expérience de quatre siècles de colonisation, et le moindre de nos cultivateurs est un agronome, pour les pays nouveaux. Recherchés, attirés au dehors, ils émigrent.

Et c'est pour cette raison, notamment, que nous avons,

plus que jamais, besoin de main-d'œuvre. La France veut-elle réellement *intensifier* la production dans ses colonies ? qu'elle renonce, pour notre bien-être, aux idées malheureuses, qui l'ont conduite à arrêter les courants d'immigration sur Bourbon ? Qu'elle emploie, au contraire, toute sa diplomatie à nous faire donner des bras, et, aussitôt, notre production, la production sucrière surtout, augmentera jusqu'à décupler peut-être, au grand profit du budget métropolitain, et de la fortune nationale !

Je ne veux pas m'étendre, non plus, sur le deuxième élément de richesse, la mer. la mer qui nous environne de toutes parts et qui nous est fermée ! La peinture, que je viens de vous faire de la colonie dans les récentes phases qu'elle vient de traverser, vous a prouvé que sous le régime de la liberté, avec elle, la prospérité a été bien grande chez nous. Qu'on nous délivre au plus tôt des tarifs de combat, qu'on favorise chez nous comme on le fera dans la métropole, la reconstitution de notre flotte de commerce, le commerce et la marine reflleuriront à Bourbon.

« La concentration de certains produits, dans certains ports, — dit M. Cloadec, l'apôtre de la mer, est un phénomène qui doit résulter de causes générales, et non d'une intervention d'Etat, ruineuse pour le reste du pays — La mer est le Pactole par excellence ; ouvrons-lui toutes grandes, nos portes, et tirons de l'expérience cruelle de la guerre, des idées nettes, sur la manière de nous en servir. »

Mais, en ce qui concerne les deux autres éléments de richesse, sous-sol et montagne, qui doivent nous donner le fer et la houille blanche, c'est bien différent ! Là, nous avons besoin d'une réelle et généreuse assistance de la part de nos amis, messieurs les métropolitains. Nous ignorons tout, sur ces points. Ne sortant pas de notre pays, nous n'avons rien vu et avons tout à apprendre d'eux.

La question du fer de Bourbon est loin d'être nouvelle. De tout temps, on avait remarqué que les sables noirs de la plage, depuis les grands Tufs de Saint-Pierre jusqu'à ceux de Saint-Paul, en révélaient beaucoup, à l'approche d'une pierre aimantée, et le phénomène avait été assez frappant, pour qu'un industriel de Poissy, M. Bajault, ait chargé le capitaine Maunier, il y a 50 ans, sur une autorisation du Conseil général, de lui faire une expédition assez importante de minerais, à titre d'essai. Ces expériences furent arrêtées par suite de la mort de M. Bajault ; mais, le Conseil général, sur les conclusions d'une expertise provoquée par le Gouverneur

de Lormel, voitait une somme assez importante, pour une étude scientifique et officielle de la question, sous le contrôle et la direction du ministère.

M. Debette, ingénieur des mines, chargé de la mission, vint en 1876 explorer le littoral de l'île, et fournissait, en 1877, un rapport documenté, où il établissait l'importance et la richesse du gisement de l'Etang-Salé se continuant sous la mer et, sans cesse, augmenté par le flot. Il indiquait les différents moyens à employer pour l'extraction de notre fer magnétique, les classeurs Dor, le trieur Vavin ; « du reste, ajoutait-il, on peut, sans préparation mécanique, extraire de l'un des gisements actuels, celui de la Ravine des Sables, et en quantité plus considérable que ne le font prévoir les besoins, du minerai offrant toute la pureté que demande l'industrie ; et, dès lors, il n'y a pas lieu de s'occuper des autres gisements. Nous avons trouvé 2500 k environ pour le poids moyen du mètre cube de sable, renfermant 85 0/0 de minerai attirable à l'aimant, et 150 0/0 de péridot ».

La richesse de notre minerai est d'ores et déjà démontrée scientifiquement, il n'y a plus à dissertar sur ce point, mais nous étions condamnés malheureusement, faute de combustible, à crier famine sur un tas de blé. — « Exporter ce minerai dans la métropole, concluait-il, il n'y faut pas songer. Tout le profit serait absorbé par le fret — Etablir une fonderie sur les lieux, où comme seul combustible on ne pourrait consommer que du charbon de bois, les forêts de l'île y passeraient bien vite, le Conseil général n'y consentirait jamais. » C'est ainsi, que depuis un demi siècle, la question sommeille.

Il était, en effet, permis de raisonner ainsi au temps de M. Debette ; mais que conclure aujourd'hui, qu'un simple courant d'eau parti de nos montagnes suffit à nous donner à la fois du feu, de la force, de la lumière.

Je vous engage à ce sujet, à lire l'article que M. Voiriot, dans *l'Illustration* du 24 mars 1917, a consacré à notre effort industriel depuis la guerre. Il cite le cas de richesses perdues pour la France depuis un siècle et réexploitées sur l'heure sous l'empire de la nécessité.

La région de Grenoble était encore jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, l'une des grandes sources métallurgiques de l'Europe,

L'épuisement des forêts dans le Dauphiné, l'emploi du charbon de terre et la création des hauts fourneaux, dans le Nord firent que la riche industrie des Alpes, avec ses anciennes forges, ses aciéries, ses épénies, dut entrer en sommeil, au grand appauvrissement de nos montagnards. Mais avec la grande guerre, et dès la brusque survenance des Allemands sur la Somme, l'insuffisance des munitions se révélant, la Défense nationale dut faire des prodiges. Les archives de la guerre racontent que, sous la Révolution, Carnot, devant la même détresse, avait fait appel aux fabriques du Dauphiné. L'infatigable Albert Thomas y envoya des officiers et des techniciens, qui, à leur tour, électrisèrent nos montagnards. Partout, à l'approche du minerai, où des chutes d'eau purent être utilisées, les fonderies s'établirent. Des ruisselets comme le Lancey, le Cernon, propres, tout au plus, à faire mouvoir un ou deux moulins à aubes — grâce à l'accumulation des chutes, par suite aussi de la substitution de la pression d'eau à l'emploi des turbines, ce qui donnait un rendement de 100 0/0 de l'énergie théorique de la chute d'eau, — ces ruisselets, dis-je, révélèrent une force insoupçonnée jusqu'ici. Pour ne citer que ces exemples, le petit Lancey donne actuellement des milliers de chevaux de force ; l'usine de la Servette qui utilise le petit Cernon et qui fut construite en cent jours, fabrique des 12 et 15 wagons d'acier par jour ! Bref la Défense nationale avait eu ses armes, ses canons, ses obus ; et du même coup, la riche métallurgie du Dauphiné se rétablissait.

Et nous aussi, à Bourbon, nous avons notre sous-sol et notre montagne inexploités. Nos torrents, dans toute leur force, sont formés aux altitudes de 500 à 700 m ; ils descendent sur un parcours généralement incliné jusqu'à la mer. Que n'avons-nous notre Albert Thomas ! Que n'avons-nous l'aide de notre métropole pour utiliser nos chutes, canaliser nos eaux, former les barrages, créer les fonderies ! Dernièrement, je proposais pour la partie Sous-le-Vent le Bras de la Plaine. Dans la partie du Vent, la Rivière des Roches, et la Rivière du Mât peuvent également être utilisés.

Si l'Etat veut bien nous donner cette force motrice, quelle révolution dans l'île ! Nos usines se passeront du bois de nos forêts et de leur bagasse, qu'on pourrait alors utiliser pour la pâte à papier ! Le Chemin de Fer, institution d'Etat, n'a plus à faire sa dépense ruineuse de charbon de terre et se remet à fonctionner ; nos riches minerais sont exploités sans frais ;

mille industries se créent au grand profit de la métropole ! Et l'intensification de la production rêvée par nos économistes se produit.

« La montagne, — dit l'apôtre de la houille blanche dont je m'inspire, — a passé de tout temps pour receler des trésors. Dans tous les pays, à tous les âges, la Légende nous montre quelque héros, triomphant des gnomes affreux qui gardent l'entrée des grottes mystérieuses, et finissant par conquérir en même temps que la vierge au cœur pur, sa dot de pierres et de métaux précieux. La montagne peut ne pas cacher toujours, dans ses flancs, les pierreries, les diamants, l'argent, le fer, mais les hommes ont fini par découvrir ces trésors que la montagne ne cachait pas, dont elle se paraît au contraire et qu'ils ont si longtemps laissé se perdre... l'eau de ses sources et de ses cascades ! »

Mais pour nous à Bourbon plus de doute ! En même temps que cette vierge au cœur pur, la houille blanche, nous avons, — M. Debette l'a démontré — cet autre trésor que nous demande la métropole ; nous avons le fer que ne rapporte pas seulement à nos pieds le flot quotidien, mais qui se trouve bien dans toute la constitution essentiellement basaltique du pays depuis la mer jusqu'à nos cimes les plus élevées ; ce que démontrent les sources innombrables, rutilantes de rouille, qui s'en échappent !

Ouvrons donc aussi nos bras à la montagne, et pour parler clairement comme M. Cloudec, tirons encore, pour elle, de l'expérience cruelle de la guerre, des idées nettes sur la façon de nous en servir.

Pardon, Mesdames et Messieurs, de vous avoir tenus si longtemps, le sujet nous emportait vers des rêves d'or. Je m'étais muni pour vous ramener au fer, de divers documents à citer, de la brochure de M. Debette notamment. Mais mon temps à l'estrade est limité. Je les dépose sur la table pour les laisser à la disposition de la Presse, si elle veut bien y prendre les extraits que je vous destinais.

J. Hermann



I

ADDENDA

Rapport présenté par M. Frappier de Montbenoit
Ingénieur Colonial
au nom de la Commission administrative
nommée par M. le Gouverneur de Lormel en 1874

DU MINÉRAI DE FER

DE LA RÉUNION

L'existence du fer oxydulé dans les sables de la Réunion est connue depuis longtemps. M. C. D'Orbigny, le savant géologue, nous en montrait un échantillon, dès 1851, dans ses leçons particulières au Muséum d'histoire naturelle de Paris.

Toutefois, nous nous plaisions à le dire, c'est à l'initiative de notre compatriote, M. Laurent Crémazy, que sont dus les essais faits postérieurement en France pour déterminer le degré de richesse de notre minéral ; des expériences plus récentes sont venues en faire connaître la valeur industrielle.